

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2014

Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 25 juillet 2014

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité.....	3
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014.....	21
Déclaration personnes physiques au 30 juin 2014.....	76
Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2014.....	78

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au

Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse

N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2014

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Environnement économique et financier

1.1. Contexte économique

Le rythme de croissance de l'économie mondiale reste faible sur le premier semestre 2014. En Europe notamment, le PIB a très faiblement progressé.

Avec un taux d'inflation très bas, largement en dessous de la cible des 2% sur la zone Euro, la BCE a amorcé un éventail de politiques monétaires « non conventionnelles » avec un taux (facilités de dépôt) en territoire négatif (-0.10%) et une politique de refinancement long terme accommodante (TLTRO).

La dynamique européenne hésite entre les partisans de la rigueur dans les pays d'Europe du Nord et les partisans du soutien à l'économie dans les pays du Sud, dans un contexte où les élections européennes ont confirmé un regain généralisé de l'euroscepticisme.

Le risque souverain de la zone Euro semble être dissipé, malgré les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie.

Les indicateurs d'activité américains se sont redressés au premier semestre 2014 malgré des prévisions qui ont successivement été revues à la baisse et après un premier trimestre handicapé par un hiver rigoureux. La réduction progressive du « Quantitative Easing » se poursuit selon le calendrier décidé en 2013 et les acteurs économiques scrutent les signes d'une remontée des taux de refinancement (anticipée pour 2015).

1.2. Evolution des marchés

Sur le premier semestre, les marchés ont été marqués par une baisse des taux court terme comme long terme. Les marchés Obligataires ont donc bien performé, et on voit depuis le début de l'année, de nombreux émetteurs venir se financer sur les marchés.

D'autre part 2014 marque le retour des grands projets de fusions / acquisitions et des introductions en bourse.

- Evolution des taux directeurs :

Alarmé par le niveau faible d'inflation en zone Euro et par un taux de change EUR/USD qui reste sur des niveaux élevés (entre 1.35 et 1.38), la BCE a de nouveau abaissé son taux de refinancement à 0.15%, et décidé d'apporter encore un peu plus de liquidité au marché interbancaire.

Ces éléments ont contribué à faire baisser les taux de rendement des emprunts des États de la zone.

Le Japon continue sa politique monétaire accommodante, avec des rachats d'actifs et une politique de taux bas alors que les économies anglo-saxonnes sortent progressivement d'une logique de soutien à l'économie aux vues de l'amélioration des indicateurs et d'une croissance soutenue.

- Evolution des marchés boursiers :

Sur le premier semestre 2014, le CAC40 a progressé de 2,95% et l'indice boursier des USA (S&P500) de 6,05%. La parution de résultats d'entreprise mitigée, couplée à des tensions géopolitiques en Irak, en Syrie, en Libye ainsi qu'en Russie ont pesé sur la performance globale des marchés.

2. **Faits marquants du 1er semestre 2014**

2.1. Activités clientèles

	Encours au 30/06/2014	Evolution sur un an
Clients (en nombre)	439 405	+ 0,6 %*
Collecte	11 095 M€	+ 1,0 %
- Dont collecte bilan	6 937 M€	+ 0,0 %
Crédits	6 966 M€	- 0,5 %
- Dont crédits à l'habitat	4 175 M€	+ 0,2 %
- Dont crédits d'investissement aux professionnels et aux entreprises	2 084 M€	- 2,4%
Assurances de biens et de personnes (nombre de contrats)	180 601	+4,0 %
Services (cartes et offres groupées) (en nombre)	441 352	+0,9 %

*évolution depuis le 31/12/2013

Pour ce premier semestre 2014, l'activité commerciale du Crédit Agricole Toulouse 31 reflète un contexte économique plus contraignant pour nos clientèles, se traduisant ainsi par un repli des encours de crédit. L'évolution annuelle de la collecte s'établit à +1,0 %, tirée par l'assurance vie, alors que la collecte bilan reste stable en raison d'un contexte de taux peu porteur. En revanche, l'équipement de la clientèle en produits et services progresse à nouveau sensiblement, notamment en assurances des biens et des personnes (+4%), vecteur de revenus récurrents pour la Caisse régionale.

2.2. Résultats financiers

Résultats en M€	2ème trimestre 2013	2ème trimestre 2014	Evol T2 2014/T2 2013	30 06 2013	30 06 2014	Evolution 2014/2013
Produit net bancaire	67,3	72,2	7,3%	130,7	138,1	5,7%
Charges générales d'exploitation	34,9	35,3	1,1%	70,6	70,3	-0,4%
Résultat brut d'exploitation	32,4	36,9	13,9%	60,1	67,8	12,8%
Coût du risque	4,9	2,5	ns	9,2	11,0	19,5%
Résultat net social	18,5	24,7	33,9%	32,6	37,9	16,1%
Résultat net part du Groupe consolidé	17,5	26,1	49,7%	33,0	41,6	26,0%
Total Bilan consolidé	9 097,2	9 128,2	0,3%	9 097,2	9 128,2	0,3%
dont capitaux propres au passif	1 044,0	1 111,6	6,5%	1 044,0	1 111,6	6,5%
Déficit Crédit Collecte	-	-	-	-513,0	-164,0	-

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 25 juillet 2014, a approuvé les comptes du 1^{er} semestre 2014, comptes préalablement audités par les commissaires aux comptes. Le Produit Net Bancaire (comptes individuels) progresse de +5,7 %, tiré par la perception de dividendes versés par le Groupe Crédit Agricole S.A. (+8,4 M€) et par une activité soutenue s'agissant des ventes de produits et services, notamment d'assurances. Les charges de fonctionnement restent maîtrisées s'affichant en léger repli de 0,4%. Le coût du risque s'affiche par contre en progression pour atteindre 11 M€ traduisant une conjoncture morose. Aussi, le taux des créances douteuses et litigieuses s'élève à 3,02 % à fin juin 2014, couvert à 78% par des provisions. Ces niveaux restent susceptibles d'évolutions au 2nd semestre 2014, en fonction des résultats de l'AQR (Asset Quality Review).

Le résultat net consolidé s'établit à 41,6 millions d'euros en progression sensible par rapport à 2013 (+ 26 %).

2.3. Situation financière dont CCI

La Caisse régionale confirme une nouvelle fois sa remarquable solidité financière, affichant une nouvelle progression de ses capitaux propres de 6,5 % et un ratio de solvabilité sur le nouveau référentiel Bâle 3 largement supérieur aux exigences avec un ratio CET phasé à 16,73 % au 31 mars 2014. Par ailleurs, la Caisse régionale respecte d'ores et déjà le ratio de liquidité LCR exigible au 1^{er} janvier 2015. Enfin, le ratio crédit – collecte après centralisation à la CDC, s'affiche à 102,3% et poursuit sa contraction (-2,9 pts en douze mois).

Le cours du Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) Toulouse 31 poursuit sa progression sur le 1^{er} semestre (+8,4%), la Caisse régionale maintenant sa politique de distribution de dividendes (4,01€/titre versé en avril 2014).

2.4. Perspectives : Crédit Agricole Toulouse 31, l'audace d'être différents

Sur ce premier semestre 2014, le Crédit Agricole Toulouse 31, plus que jamais en conquête de nouvelles clientèles, a également complété son dispositif commercial par la mise en œuvre d'une nouvelle politique de fidélisation de sa clientèle de particuliers, forte d'avantages commerciaux devant permettre de réduire l'attrition et d'accélérer la principalisation de la relation bancaire. Accompagnée par le déploiement de nouveaux outils et services, notamment l'application « Ma Banque » et la signature électronique sur tablettes en agence, la Caisse régionale confirme concrètement sa volonté d'apporter des solutions sur mesure, modulables et les mieux adaptées aux nouveaux besoins des clients.

Le 2nd semestre 2014 sera marqué par une actualité réglementaire chargée liée à la mise en place de l'Union Bancaire Européenne. Ainsi, la Caisse régionale Toulouse 31 restera attentive aux conclusions de l'AQR et des stress-tests qui en découleront.

3. Activité du 1er semestre 2014

3.1. Le fonds de commerce

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a accru sa base de clientèle au premier semestre de 2 884 clients, avec une contribution des jeunes de moins de 25 ans de 22%.

L'engagement mutualiste au 30 juin 2014 se concrétise par la progression du nombre de sociétaires (+2 016) depuis la fin de l'année 2013 pour atteindre au niveau de la Caisse régionale 140 397 sociétaires.

En corrélation avec les nouveaux clients, 2 603 dépôts à vue ont été ouverts sur le 1er semestre 2014.

3.2. La collecte

Sur une année glissante, l'encours global de la collecte clientèle est en progression de 1%, pour s'établir à un peu plus de 11 milliards d'euros, soit une collecte globale supplémentaire de 106 millions d'euros dont 3 millions d'euros relatifs à la collecte bilan.

- La collecte monétaire est en net repli, -2,9%, en raison du contexte de taux peu attractif.
- L'épargne bancaire continue de progresser de façon régulière avec une hausse des encours sur livrets à 2,9%, portée par le vif succès du livret sociétaire.
- Le compartiment des valeurs mobilières est en légère progression de +0,5%, la hausse des OPCVM CAM et des actions est compensée par la diminution d'OPCVM non CAM.

- L'assurance vie affiche une progression de 3,5% représentant 97 millions d'euros de variation annuelle nette.

3.3. Les crédits

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a distribué sur le 1er semestre 2014 plus de 497 millions d'euros de crédit à moyen terme sur l'ensemble de ses clientèles.

Dans un marché en repli, et malgré un niveau de taux historiquement bas, la Caisse Toulouse 31 enregistre un niveau de financement de l'habitat de 228 millions d'euros, conduisant à une stabilité de l'encours (+ 0,2%)

Son accompagnement des PME-PMI du département de la Haute-Garonne s'est également traduit par 112 millions d'euros de financement à moyen et long terme attribué sur le 1er semestre 2014. Le secteur des collectivités publiques, quant à lui, a été financé à hauteur de 87 millions d'euros après une année 2013 exceptionnelle.

La Caisse Régionale a montré également encore cette année qu'elle restait un important partenaire financier de l'agriculture, avec un niveau de financement qui atteint 28 millions d'euros en faveur des agriculteurs.

En dépit de sa volonté d'accompagner les projets, les encours de crédits sont en repli de 0,5%, conséquence d'un ralentissement marqué de la demande dans un environnement morose.

3.4. L'assurance de biens et de personnes

Le portefeuille d'assurance de la Caisse Régionale Toulouse 31 compte désormais plus de 180 600 contrats, c'est-à-dire que plus de 1 client bancaire sur 3 est assuré par la Caisse Régionale.

Sur le 1er semestre 2014, on retiendra sur le marché des Particuliers :

- la progression de 0,24 point du taux d'équipement des clients sur l'ensemble de l'offre ;
- la souscription de 904 contrats pour la gamme habitation ;
- la souscription de près de 869 contrats auto et deux roues soit une hausse annuelle de 3,3% ;
- la progression du nombre de contrats d'assurance de personnes (+1781) contrats, dans le cadre d'une démarche globale articulée par des ventes couplées épargne / assurance.

Sur le marché des professionnels, la Caisse Régionale propose également une gamme de produits d'assurance couvrant aussi bien l'outil de travail que l'exploitant et ses salariés. Avec 10 356 contrats d'assurances, au-delà d'un client professionnel sur 5 est assuré par la Caisse Régionale.

3.5. Les services

Concernant les particuliers, la Caisse Régionale se positionne face à l'évolution de ses clients en s'engageant sur des services adaptés. Le lancement de l'application « Ma Banque », qui contient de nouvelles fonctionnalités (Affichage des Titres, des Crédits, consultation des encours et des plafonds Cartes) illustre cet attachement. Par ailleurs, le stock de cartes est en croissance avec une augmentation de 1 276 cartes sur le 1^{er} semestre.

Outre la mise en place sur le 1^{er} semestre de l'offre modulaire « Comptes à composer » pour les professionnels qui permet de faciliter la gestion des comptes et le financement des besoins de trésorerie, la Caisse Régionale continue de soutenir ses artisans et commerçants avec des offres dédiées et adaptées à leurs besoins.

Par ailleurs, depuis le début d'année, la Caisse Régionale accompagne techniquement et opérationnellement l'ensemble de la clientèle professionnelle dans la mise en œuvre du SEPA dont l'application débute au 1^{er} août 2014.

4. Les comptes consolidés du 30 juin

4.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au 1^{er} semestre 2014.

4.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est resté inchangé par rapport au 31 décembre 2013, la note 10 des annexes présente le périmètre complet.

4.3. Le compte de résultat consolidé

Le résultat net consolidé du 30 juin 2014 s'élève à 41,6 millions d'euros contre 33 millions d'euros au 30 juin 2013.

Il est principalement constitué des résultats de la Caisse Régionale (37,9 millions d'euros), des Caisses Locales (1,2 millions d'euros), des fonds dédiés (1,2 millions d'euros).

L'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée a un impact de 2,6 millions d'euros, et concernant le traitement des titres et des instruments dérivés, un impact négatif de -1,2 millions.

5. La structure financière

5.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ».

5.2. Les ratios prudentiels

Le ratio Bâle II s'élève à 18,5% au 31 décembre 2013.

Au 30 juin 2014 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Toulouse 31 a calculé un ratio transitoire Bâle qui s'élève à 16,73% (sous réserve d'approbation de l'organe central).

Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 138% au 31 décembre 2013 à 144% au 30 juin 2014.

5.3. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.3 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

6. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2014 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale de Crédit agricole de Toulouse 31 au 30 juin 2014. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

6.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

6.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la «politique de développement maîtrisé du crédit» applicable en 2014 a été validée par le Conseil d'Administration.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

Exposition

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	7 413	8 511
Instruments dérivés de couverture	32 293	34 454
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	324 418	343 368
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	107 066	15 431
Prêts et créances sur la clientèle	6 736 841	6 793 010
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	305 526	216 111
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	7 513 557	7 410 885
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	713 208	720 049
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	221 485	253 705
Provisions - Engagements par signature	-10 281	-10 003
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	924 412	963 751
Exposition maximale au risque de crédit	8 437 969	8 374 636

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes et Prêts et créances sur la clientèle.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique (y compris opérations internes au CA)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2014				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations générales	29	39	11		18
Banques centrales	0	0	0		0
Etablissements de crédit	119 820	0	0		119 820
Institutions non établissements de crédit	963 107	2 420	1 572		961 535
Grandes entreprises	1 005 064	56 165	47 682	37 261	920 121
Clientèle de détail	5 857 258	178 497	141 150	41 863	5 674 245
Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 945 278	237 121	190 415	79 124	7 675 739

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 7,6 milliers d'euros

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations-générales (2)	280	39	7		273
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	543 612				543 612
Institutions non établissements de crédit	851 767	2 227	1 219		850 548
Grandes entreprises	1 005 420	52 665	43 213	47 307	914 900
Clientèle de détail	5 438 991	170 264	137 231	31 608	5 270 152
Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 840 070	225 195	181 670	78 915	7 579 485

Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-59 308	-97 085	-43 358
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		-2	
Prêts et créances	-56 666	-92 000	-40 584
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-18		
Engagements par signature	-1 566	-4 132	-2 687
Risques et charges	-1 058	-951	-87
Reprises de provisions et de dépréciations	48 496	79 424	34 277
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		2 589	439
Prêts et créances	46 433	71 203	31 178
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		12	5
Engagements par signature	1 183	5 295	2 446
Risques et charges	880	325	209
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-10 812	-17 661	-9 081
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés		47	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-357	-580	-149
Récupérations sur prêts et créances amortis	205	966	101
Décotes sur crédits restructurés	-2	-31	-22
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-10	-52	-41
Coût du risque	-10 976	-17 311	-9 192

On constate une évolution des situations douteuses et litigieuses, liées au contexte de crise économique, associée à la volonté persistante de la Caisse régionale de conserver un niveau correct de provisionnement de ses créances douteuses (78,72%).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 0,2 M€ contre 0,8 M€ au 30 juin 2013.

6.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2014

Au 2^{ème} semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1^{er} semestre. Cependant, ce semestre sera marqué par une actualité réglementaire chargée liée à la mise en place de l'Union Bancaire Européenne. Aussi, la Caisse Régionale Toulouse 31 restera attentive aux conclusions de l'AQR et des stress-tests qui en découlent.

6.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise;

- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

6.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres définie en 2010 dans le cadre du plan stratégique 2014 de la Caisse Régionale, a été ajustée en 2013 et en 2014, pour tenir compte notamment des futures contraintes liées au ratio LCR (règlementation Bâle 3).

Au-delà d'un portefeuille à Moyen Long Terme et d'un portefeuille à Court Terme, il a été créé en 2013 un portefeuille spécifique à la gestion des titres éligibles aux réserves de liquidité du futur ratio LCR dont le développement s'est poursuivi en 2014, avec une structure qui a été revue. Enfin, un « portefeuille extinction » a été isolé, dans lequel on trouve les produits ne répondant plus à la politique financière de la Caisse Régionale (à noter que ce portefeuille est très marginal au sein de la gestion des excédents de fonds propres du Crédit Agricole de Toulouse).

Gestion du risque

Les dispositions essentielles en matière d'encadrement du risque de marché sont maintenues, et adaptées à la nouvelle structure des portefeuilles.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Au niveau global

- Une limite basée sur le stress scénario
- Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 mois)

Par portefeuille

- Une limite d'exposition par allocation
- Une limite opérationnelle sur le PNB potentiel généré
- Une limite d'exposition maximale sur le risque de change

Les seuils d'alerte :

- Un seuil d'alerte sur la limite Var (90% de la limite)
- Un seuil d'alerte sur la limite stress scénario (90% de la limite)
- Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global
- Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme
- Un seuil d'alerte sur la variation du marché action
- Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en termes d'exposition (portefeuille global) :

Allocation	Exposition 30/06/14 (après couverture)	Exposition 31/12/13 (après couverture)
Monétaire	5,2% (6,1%)	39% (43,3%)
Obligations	83,3%	52,8% (48,5%)
Actions	4,7 % (3,8%)	4,6%
Diversifié	6,8%	3,6%
Total	658,79 M€	639,97 M€
VAR 1 mois 99% (PNB M€) (*) <i>(Limite)</i>	-5,8 (-10,6)	- 4,4 (-8)

(*) *Rentabilité pessimiste cumulée sur un mois.*

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

6.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2014

La Caisse Régionale de Toulouse 31 entend poursuivre le développement et la diversification du portefeuille spécifique visant à constituer des réserves de liquidités pour répondre aux futures normes Bâle III (ratio LCR).

6.3. Gestion de bilan

6.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2014 fixées par le Conseil d'Administration du 28-02-2014).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite chaque trimestre de façon détaillée et une étude simplifiée est réalisée mensuellement entre chaque analyse détaillée. Cette analyse trimestrielle est présentée au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture financière des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

Au 30 juin 2014, dans un contexte de taux court terme bas et stables, l'exposition de la Caisse Régionale est modérée sur l'année à venir (gap proche de -360 M€), elle est sensiblement réduite ensuite pour être nettement inférieure à -100 M€ entre la troisième et la dixième année.

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

6.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

Toutefois, il convient de préciser qu'il peut subsister une exposition devise très marginale dans la gestion des excédents de fonds propres, au travers de certains OPCVM, libellés en Euros, mais qui peuvent détenir quelques instruments exposés aux devises dans leur portefeuille.

6.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances; et une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau «ratio standard».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Crédit/Collecte, la «Dépendance aux Marchés Financiers» et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

Gestion du risque

La Caisse Régionale maintient sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

Elle poursuit également la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

D'autre part, elle poursuit le développement de la gestion du futur ratio LCR (liquidity Coverage Ratio). Le ratio qui sera imposé réglementairement à partir du 01-01-2015 est d'ores et déjà largement respecté par la Caisse Régionale de Toulouse31.

Exposition

Ratio standard au 30-06-2014 : 144,3% (ratio au 31-12-2013 : 137,7%)

La limite court terme de la Caisse Régionale est de : 780 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 69,6% au 30-06-2014.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2014.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour maîtriser le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Le développement du portefeuille LCR sera poursuivi au second semestre 2014.

Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie) :*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2014. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2014.

6.4. Risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi l'actualisation annuelle de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarios majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe Crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2013.

7. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2013 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

7.1. Le contrôle permanent

Au 1^{er} semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-avant.

7.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1^{er} semestre, la Caisse régionale a poursuivi la mise en conformité de son stock de dossiers clients personnes physiques et a lancé un plan de mise en conformité des dossiers clients personnes morales. Elle a également adapté ses procédures d'entrée en relation pour en renforcer la conformité.

7.3. Le contrôle périodique

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer, de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes, de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1^{er} semestre 2014 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2014 en deux vagues.

Au titre du 1^{er} semestre 2014, le Département du Contrôle Périodique a finalisé 3 missions siège au titre du plan 2013 et engagé 8 nouvelles missions d'audit (3 au sein des agences spécialisés, 5 missions siège ou thématique) auxquelles se rajoute une mission de suivi contrôlé.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2014

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole Mutuel Toulouse 31 en date du 25 juillet 2014**

SOMMAIRE

CADRE GENERAL.....	23
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	24
COMpte DE RESULTAT	24
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	25
BILAN ACTIF	26
BILAN PASSIF.....	27
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	28
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	29
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	30
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	30
2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE	34
2.1. <i>Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période.....</i>	34
2.2. <i>Ecarts d'acquisition</i>	36
2.3. <i>Parties liées</i>	36
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	37
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i>	37
3.2. <i>Commissions nettes.....</i>	37
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....</i>	38
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....</i>	41
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i>	41
3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i>	41
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....</i>	42
3.8. <i>Coût du risque.....</i>	43
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	43
3.10. <i>Impôts</i>	44
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	46
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	49
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	49
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat.....</i>	49
5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	50
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	51
5.4. <i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i>	54
5.5. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	54
5.6. <i>Exposition au risque souverain (si l'entité est concernée).....</i>	55
5.7. <i>Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	56
5.8. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	57
5.9. <i>Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers</i>	57
5.10. <i>Immeubles de placement.....</i>	59
5.11. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....</i>	60
5.12. <i>Provisions</i>	62
5.13. <i>Capitaux propres</i>	64
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	65
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	67
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	67
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	67
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	72
9. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES (NOUVELLES NORMES DE CONSOLIDATION) OU AUTRES EVENEMENTS (SI L'ENTITE EST CONCERNEE).....	75
10. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE	75
11. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2014	75

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code NAF 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Intérêts et produits assimilés	3.1	151 431	315 721	155 921
Intérêts et charges assimilées	3.1	-70 801	-155 436	-78 733
Commissions (produits)	3.2	62 528	124 107	61 685
Commissions (charges)	3.2	-10 436	-19 351	-9 002
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	209	1 218	-203
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	8 422	3 186	169
Produits des autres activités	3.5	402	2 115	550
Charges des autres activités	3.5	-784	-1 604	-780
PRODUIT NET BANCAIRE		140 971	269 956	129 607
Charges générales d'exploitation	3.6	-67 735	-138 232	-67 766
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-2 839	-6 076	-2 800
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		70 397	125 648	59 041
Coût du risque	3.8	-10 976	-17 311	-9 192
RESULTAT D'EXPLOITATION		59 421	108 337	49 849
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	-33	3	9
RESULTAT AVANT IMPOT		59 388	108 340	49 858
Impôts sur les bénéfices	3.10	-17 814	-39 569	-16 862
RESULTAT NET		41 574	68 771	32 996
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1	1
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		41 573	68 770	32 995

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Résultat net		41 574	68 771	32 996
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		-769	376	-300
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés				
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		-769	376	-300
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		-477	247	-191
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		3903	-7989	-4985
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		33	293	204
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés				
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence		3936	-7696	-4781
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence		-839	1527	562
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		3097	-6169	-4219
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	3.11	2620	-5922	-4410
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		44194	62849	28586
Dont participations ne donnant pas le contrôle		3	1	1
Dont part du Groupe		44191	62848	28585

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Caisse, banques centrales		43 981	68 002	51 646
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1 - 5.6	7 413	8 511	6 453
Instruments dérivés de couverture		32 293	34 454	36 345
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4 -	682 543	700 330	665 790
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.5 - 5.6	961 867	804 197	1 010 091
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.5 - 5.6	6 713 872	6 775 288	6 777 337
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		143 494	108 987	123 728
Actifs financiers detenus jusqu'à l'échéance	5.5 - 5.6	305 526	216 111	155 225
Actifs d'impôts courants et différés		66 345	48 580	64 506
Comptes de régularisation et actifs divers		123 146	189 349	156 421
Immeubles de placement	5.10	2 930	2 986	3 046
Immobilisations corporelles	5.11	40 977	41 904	42 826
Immobilisations incorporelles	5.11	3 848	3 762	3 816
TOTAL DE L'ACTIF		9 128 235	9 002 461	9 097 230

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Banques centrales				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	1 655	2 516	2 701
Instruments dérivés de couverture		170 633	136 490	158 234
Dettes envers les établissements de crédit	5.7	4 315 018	4 197 468	4 090 370
Dettes envers la clientèle	5.7	3 163 456	3 225 496	3 277 332
Dettes représentées par un titre	5.8	126 133	138 448	293 554
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		28 887	28 444	31 566
Passifs d'impôts courants et différés		22 778	0	18 364
Comptes de régularisation et passifs divers		126 558	135 074	119 343
Provisions	5.12	45 823	44 918	46 163
Dettes subordonnées	5.8	15 511	15 181	15 511
TOTAL DETTES		8 016 452	7 924 035	8 053 138
CAPITAUX PROPRES		1 111 783	1 078 426	1 044 092
Capitaux propres - part du Groupe		1 111 636	1 078 282	1 043 951
Capital et réserves liées		298 295	296 686	296 736
Réserves consolidées		760 661	704 336	704 218
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		11 107	8 490	10 003
Résultat de l'exercice		41 573	68 770	32 995
Participations ne donnant pas le contrôle		147	144	141
TOTAL DU PASSIF		9 128 235	9 002 461	9 097 230

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées	Part du Groupe						Participations ne donnant pas le contrôle			
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capital réservées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés	
		Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Élimination des titres auto-détenus			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
(en milliers d'euros)											
Capitaux propres au 1er janvier 2013	152 484	855 034	-3 052	1 004 466	-263	14 631	14 412	0	1 010 878	140	1 019 916
Augmentation de capital	9 524			9 524		0	0	9 524	0	0	9 524
Variation des titres auto-détenus		-12 643	-308	-12 643	-308	0	0	-308	0	0	-308
Dividendes versés au 1er semestre 2013				0		0	0	-12 643	0	0	-12 643
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	9 524	-12 643	-308	-3 427	0	0	0	0	0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires											
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-191	-4 218	-4 409	0	0	0	-4 409
Résultat du 1er semestre 2013				0		0	32 995	32 995	1	0	32 996
Autres variations			-86		-86		0	0	0	0	-86
Capitaux propres au 30 juin 2013	162 006	842 305	-3 360	1 000 953	-460	10 463	10 003	32 995	1 043 951	141	1 044 092
Augmentation de capital	-585			-585		0	0	-585	0	0	-585
Variation des titres auto-détenus		451	-451	223	227	0	0	451	0	0	451
Dividendes versés au 2ème semestre 2013			-2			0	0	227	0	0	227
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				0		0	0	0	0	0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires											
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-585	-2	600	93	0	0	0	93	3	0	96
Résultat du 2nd semestre 2013				0	438	-1 951	-1 513	0	-513	0	-1 513
Autres variations			-24	0	-24		0	0	35 775	35 775	35 775
Capitaux propres au 31 décembre 2013	161 423	842 278	-2 686	1 001 022	-22	8 512	8 490	68 770	1 073 222	144	1 078 325
Affectation du résultat 2013				68 770		0	0	-68 770	0	0	0
Capitaux propres au 1er janvier 2014	161 423	842 279	-2 686	1 069 792	-22	8 512	8 490	0	1 073 282	144	1 078 326
Augmentation de capital	1 383	-401		982		0	0	982	0	0	982
Variation des titres auto-détenus				628	-12 767	0	0	628	0	0	628
Dividendes versés au 1er semestre 2014		-12 168	628	-11 157	0	0	0	-12 167	0	0	-12 167
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	1 383			0	-473	3 095	2 617	0	-1 157	0	-1 157
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				321	321	0	41 573	41 573	3	0	2617
Résultat du 1er semestre 2014							0	0	0	0	3 415 76
Autres variations								321	0	0	321
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014	162 806	829 432	-2 052	1 058 956	-500	11 607	11 107	41 573	1 111 636	147	1 111 783

(1) Réserves consolidées ayant élimination des titres auto-contôle

(2) Une variation des réserves consolidées d'un montant de -106 millions d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2014	1er semestre 2013	31/12/2013
Résultat avant impôts	59 388	49 858	108 340
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 839	2 800	6 076
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	13 161	14 675	23 282
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	17	29	35
Résultat net des activités de financement	317	775	1 112
Autres mouvements	-1 002	-4 521	-5 522
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	15 332	13 758	24 983
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-8 241	-125 428	137 210
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-12 723	304 101	243 617
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-78 654	-162 296	-414 826
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	61 264	-14 353	-35 748
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés (1)	-13 348	-30 188	-53 974
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-51 702	-28 164	-123 721
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	23 018	35 452	9 602
Flux liés aux participations (2)	-793	-435	-3 035
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-2 020	-3 783	-6 100
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-2 813	-4 218	-9 135
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-10 837	-3 024	-2 869
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	13	-10 519	-11 186
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-10 824	-13 543	-14 055
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	9 381	17 691	-13 588
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	93 138	85 347	106 726
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	67 994	48 111	48 111
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	25 144	58 615	58 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	102 513	124 417	93 138
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	43 977	51 627	67 994
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	58 536	72 790	25 144
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	9 375	17 691	-13 588

(*) composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

(**) composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Impôts versés : La variation provient des écarts de liquidation et des montants des acomptes versés au premier semestre.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2014 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a pris une participation dans la société CTCAM pour un montant de 114K€.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires pour un montant de 10 254 K€, le paiement par les Caisses Locales d'un intérêt aux parts sociales pour un montant de 2 511K€.

(4) Il n' y a pas eu d'émission de dette subordonnée au cours du premier semestre 2014.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2014 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2013 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n°1256/2012)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n°313/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement des normes IFRS 10 et 12 par rapport aux entreprises d'investissement	20 novembre 2013 (UE n°1174/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Amendement de la norme IAS 36 sur les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	19 décembre 2013 (UE n°1374/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, par rapport à la comptabilisation et l'évaluation de la novation de dérivés et le maintien de la comptabilité de couverture	19 décembre 2013 (UE n°1375/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

Les normes de consolidation, IFRS 10, 11 et 12 et IAS 28 amendée, sont entrées en vigueur au 1er janvier 2014. Elles sont d'application rétrospective. Elles conduisent à revoir la nature des intérêts détenus au regard des nouveaux critères de contrôle, de l'évolution de la méthode de consolidation en cas de contrôle conjoint, et des informations à communiquer en annexe.

La norme IFRS 10 se substitue à IAS 27 et SIC 12 et définit un cadre d'analyse commun du contrôle reposant sur trois critères cumulatifs :

- (1) la détention du pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité visée,
- (2) l'exposition ou la détention de droits sur les rendements variables et
- (3) la capacité d'exercer le pouvoir pour influer sur le montant des rendements.

La première application d'IFRS 10 n'a pas eu d'impact dans le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31.

La norme IFRS 11 se substitue à IAS 31 et SIC 13. Elle précise les modalités d'exercice du contrôle conjoint à travers deux formes de partenariat, l'activité conjointe et la co-entreprise. Dans les activités conjointes, les co-participants doivent reconnaître les actifs et les passifs au prorata de leurs droits et obligations. A contrario, les co-entreprises dans lesquelles les co-entrepreneurs se partagent les droits sur l'actif net ne sont plus consolidées par intégration proportionnelle, mais sont mises en équivalence conformément à la norme IAS 28 amendée.

Au 30 juin 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'intervient pas en qualité de co-entrepreneur dans d'autres entités.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Interprétation IFRIC 21 sur les droits et taxes	13 juin 2014 (UE n°634/2014)	1er janvier 2015	Oui

L'interprétation d'IFRIC 21 donne des précisions sur la comptabilisation des droits, taxes et autres prélèvements publics qui relèvent d'IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (hors amendes et pénalités, et hors impôts sur les sociétés régis par IAS 12). Elle permet notamment de clarifier :

- la date à laquelle ces droits et taxes doivent être enregistrés,
- et si l'enregistrement peut être progressif (étalement) au cours de l'exercice ou pas.

Au regard de ces clarifications, la mise en œuvre d'IFRIC 21 pourrait avoir pour effet de changer le fait générateur d'enregistrement de certains droits et taxes (décalage de la date de l'enregistrement d'un exercice à l'autre et/ou fin de l'étalement sur la durée de l'exercice). Le recensement des droits et taxes concernés et le chiffrage des impacts est en cours.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2014.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2014 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. **Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période**

- **Garanties spécifiques apportées par les Caisses Régionales à Crédit Agricole SA (Switch)**

Par avenant signé le 19 décembre 2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ainsi que les autres Caisses Régionales et Crédit Agricole SA ont décidé d'étendre l'assiette des garanties déjà accordées par les Caisses Régionales à Crédit Agricole S.A. le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et permettent désormais un transfert des exigences prudentielles s'appliquant à la fois aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Le montant garanti par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'élève à 377 916 milliers d'euros, 232 442 milliers au titre des CCI/CCA et 145 474 milliers d'euros au titre de Crédit Agricole Assurances (CAA).

En parallèle, le 2 janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a remboursé l'intégralité du solde de l'avance d'actionnaires consentie par les Caisses Régionales et des titres de capital hybride dits "T3CJ" souscrits par elles, soit un total de 22 580 milliers d'euros pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31.

À compter du 2 janvier 2014, les garanties transfèrent ainsi aux Caisses Régionales le risque de baisse de la valeur de mise en équivalence (VME) des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

La garantie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 couvre un montant fixe de valeur de mise en équivalence de 377 916 milliers d'euros.

Cette garantie est assortie d'un dépôt de garantie de 127 615 milliers d'euros qui permet de reconstituer sur le long terme la liquidité remboursée au titre des T3CJ et de l'avance d'actionnaires et de fournir un surcroît de ressources longues.

Les dépôts de garantie versés par l'ensemble des Caisses Régionales sont calibrés pour matérialiser l'économie globale de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A.

En cas de baisse de la valeur de mise en équivalence globale, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 supporte une quote-part de la perte de valeur à hauteur de son engagement maximum de 377 916 milliers d'euros, avec une clause de retour à meilleure fortune.

Si la garantie est activée, l'indemnisation correspondante est prélevée par Crédit Agricole S.A. sur le dépôt de garantie qui est alors reconstitué par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à hauteur d'une quote-part contractuelle de la nouvelle exigence prudentielle globale.

L'échéance des garanties globales reste identique (1er mars 2027), mais certaines facultés de résiliation anticipées totales ou partielles, notamment à la main du bénéficiaire, ont été introduites.

Le mécanisme général du dispositif est similaire au premier volet de l'opération, mais la substance du contrat s'analyse désormais comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable de la garantie globale est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et sa rémunération est comptabilisée en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte à l'échéance, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel de la garantie globale, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seront respectivement reconnus en Coût du risque.

2.2. *Ecarts d'acquisition*

Pas d'écart d'acquisition constaté.

2.3. *Parties liées*

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salarié ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1er semestre 2014 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

0,8 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
1,4 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
0,3 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

Au 30 juin 2014, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 7,5 M€.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 825	4 337	2 329
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 531	32 563	14 427
Sur opérations avec la clientèle	119 448	254 725	127 008
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 712	4 214	2 408
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 508	3 327	1 629
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	10 407	16 555	8 120
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	151 431	315 721	155 921
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 433	-4 144	-2 419
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-24 866	-53 782	-27 605
Sur opérations avec la clientèle	-19 304	-39 456	-20 392
Sur dettes représentées par un titre	-573	-1 826	-1 142
Sur dettes subordonnées	-317	-1 112	-775
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-24 298	-54 935	-26 316
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-10	-181	-84
Charges d'intérêts	-70 801	-155 436	-78 733

(1) dont 4 925 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 70709000, 70709200, 70619200 et 70519000) au 30 juin 2014 contre 9 998 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 5 178 milliers d'euros au 30 juin 2013.

(2) dont 2 137 milliers d'euros au 30 juin 2014 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 4 548 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 2 363 milliers d'euros au 30 juin 2013.

3.2. Commissions nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2014			31/12/2013			30/06/2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	168	-1	167	288	-2	286	142	-1	141
Sur opérations internes au Crédit Agricole	11 335	-6 507	4 828	25 855	-11 255	14 600	13 019	-5 454	7 565
Sur opérations avec la clientèle	17 011	-461	16 550	28 106	-919	27 187	13 552	-364	13 188
Sur opérations sur titres			0			0			0
Sur opérations de change	45		45	142		142	94		94
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan		-5	-5	143	-10	133	23	-9	14
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	33 030	-3 430	29 600	67 771	-7 081	60 690	34 021	-3 132	30 889
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	939	-32	907	1 802	-84	1 718	834	-42	792
Produits nets des commissions	62 528	-10 436	52 092	124 107	-19 351	104 756	61 685	-9 002	52 683

3.3. **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat**

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	64	990	-310
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	3	-22	-22
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	142	284	144
Résultat de la comptabilité de couverture	0	-34	-15
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	209	1 218	-203

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2014		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	9 082	9 082	-
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	7 667	9 070	- 1 403
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 415	12	1 403
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	63 394	63 394	-
Variations de juste valeur des éléments couverts	34 507	443	34 064
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	28 887	62 951	- 34 064
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	72 476	72 476	-

(en milliers d'euros)	31/12/2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	23 999	24 033	- 34
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	9 021	15 012	- 5 991
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	14 978	9 021	5 957
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	194 564	194 564	-
Variations de juste valeur des éléments couverts	149 429	195 139	- 45 710
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	45 135	- 575	45 710
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	218563	218597	-34

(en milliers d'euros)	30/06/2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	25 929	25 945	- 16
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	11 022	14 923	- 3 901
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	14 907	11 022	3 885
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	212 741	212 740	1
Variations de juste valeur des éléments couverts	164 327	198 418	- 34 091
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	48 414	14 322	34 092
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	238 670	238 685	- 15

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Dividendes reçus	8 549	360	109
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	-123	3 470	620
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-4	-644	-560
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	8 422	3 186	169

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

En 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a déprécié durablement le titre CA-Innove pour un montant de 3,5K€ et une reprise sur le titre SACAM International a été constatée pour 545K€.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-56	-119	-57
Autres produits (charges) nets	-326	630	-173
Produits (charges) des autres activités	-382	511	-230

3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Charges de personnel	-41 295	-81 758	-40 293
Impôts et taxes	-3 482	-6 923	-3 106
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-22 958	-49 551	-24 367
Charges générales d'exploitation	-67 735	-138 232	-67 766

Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Salaires et traitements	-21 552	-41 449	-20 828
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-2 310	-4 780	-2 381
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-149	-1 372	-163
Autres charges sociales	-7 582	-16 336	-7 781
Intéressement et participation	-4 856	-8 262	-4 237
Impôts et taxes sur rémunération	-4 846	-9 559	-4 903
Total Charges de personnel	-41 295	-81 758	-40 293

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Dotations aux amortissements	-2 839	-6 076	-2 800
- immobilisations corporelles	-2 804	-5 800	-2 657
- immobilisations incorporelles	-35	-276	-143
Dotations aux dépréciations	0	0	0
- immobilisations corporelles			
- immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 839	-6 076	-2 800

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-59 308	-97 085	-43 358
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		-2	
Prêts et créances	-56 666	-92 000	-40 584
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-18		
Engagements par signature	-1 566	-4 132	-2 687
Risques et charges	-1 058	-951	-87
Reprises de provisions et de dépréciations	48 496	79 424	34 277
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		2 589	439
Prêts et créances	46 433	71 203	31 178
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		12	5
Engagements par signature	1 183	5 295	2 446
Risques et charges	880	325	209
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-10 812	-17 661	-9 081
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés		47	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-357	-580	-149
Récupérations sur prêts et créances amortis	205	966	101
Décotes sur crédits restructurés	-2	-31	-22
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	-10	-52	-41
Coût du risque	-10 976	-17 311	-9 192

La variation du coût du risque entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2013 s'explique par une hausse des provisions sur créances douteuses et litigieuses, compensée par une légère baisse des dotations aux provisions collectives et sectorielles.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-33	3	9
Plus-values de cession	17	34	9
Moins-values de cession	-50	-31	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-33	3	9

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Charge d'impôt courant	-18 584	-39 311	-19 002
Charge d'impôt différé	770	-258	2 140
Charge d'impôt de la période	-17 814	-39 569	-16 862

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	59 388	38%	22 567
Effet des différences permanentes			-2 745
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-387
Effet de l'imposition à taux réduit			-365
Effet des autres éléments			-1 256
Taux et charge effectifs d'impôt		30,00%	17 814

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2014.

Au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	108 340	38%	41 169
Effet des différences permanentes			-711
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			639
Effet de l'imposition à taux réduit			-570
Effet des autres éléments			-958
Taux et charge effectifs d'impôt		36,52%	39 569

Au 30 juin 2013

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	49 858	36,10%	17 999
Effet des différences permanentes			-10
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			63
Effet de l'imposition à taux réduit			-448
Effet des autres éléments			-742
Taux et charge effectifs d'impôt		33,82%	16 862

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	3 903	-7 989	-4 985
Ecart de réévaluation de la période	3 781	-4 525	-4 370
Transfert en résultat	122	-3 464	-615
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	33	293	204
Ecart de réévaluation de la période	33	260	186
Transferts en résultat			
Autres reclassifications		33	18
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres reclassifications			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	-839	1 527	562
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	3 097	-6 169	-4 219
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-769	376	-300
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	292	-129	109
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-477	247	-191
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	2 620	-5 922	-4 410
Dont part Groupe	2618	-5922	-4410
Dont participations ne donnant pas le contrôle	2		

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	30/06/2014			Variation			31/12/2013		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
(en milliers d'euros)									
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables									
Gains et pertes sur écarts de conversion	13 758	-1 859	11 896	3 903	-828	0	3 075	3 073	9 855
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	-441	152	11 899	33	-11	22	-474	-1 031	8 824
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			-289		0			163	-311
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0						0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	13 317	-1 707	11 610	3 936	-839	3 097	3 095	9 381	8 513
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence			0		0				0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	13 317	-1 707	11 610	3 936	-839	3 097	3 095	9 381	8 513
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables									
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-839	340	-499	-499	-769	292	-477	-477	-70
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0		0				48
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	-839	340	-499	-499	-769	292	-477	-477	-70
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence			0		0				48
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-839	340	-499	-499	-769	292	-477	-477	-70
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	12 478	-1 367	11 111	11 108	3 167	-547	2 620	2 618	9 311
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres									8 491
31/12/2013									
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables									
Gains et pertes sur écarts de conversion	9 855	-1 031	8 824	8 823	-7 989	1 629	0	17 844	15 184
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-474	163	-311	-311	293	-102	191	-767	265
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0		0				-502
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	9 381	-868	8 513	8 512	-7 696	1 527	-6 169	17 077	-2 395
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence			0		0				14 682
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	9 381	-868	8 513	8 512	-7 696	1 527	-6 169	17 077	-2 395
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-70	48	-22	-22	376	-129	247	247	-446
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0		0				177
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-70	48	-22	-22	376	-129	247	247	-446
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence			0		0				177
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence			0		0				0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-70	48	-22	-22	376	-129	247	247	-446
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	9 311	-820	8 491	8 490	-7 320	1 398	-5 922	16 631	-2 218
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres									14 413

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 413	8 511
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	7 413	8 511
<i>Dont Titres prêtés</i>		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	7 413	8 511
Valeur au bilan	7 413	8 511

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 ne détient pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 655	2 516
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	1 655	2 516

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	1 655	2 516
Valeur au bilan	1 655	2 516

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2014			31/12/2013		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	136 882	117	-999	49 786		390
Obligations et autres titres à revenu fixe	187 536	4 562	-156	293 582	3 214	1 260
Actions et autres titres à revenu variable (2)	26 855	1 508	-112	27 474	1 179	108
Titres de participation non consolidés	331 270	9 399	-551	329 488	7 794	570
Total des titres disponibles à la vente	682 543	15 586	-1 818	700 330	12 187	2 328
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	682 543	15 586	-1 818	700 330	12 187	2 328
Impôts		-2 511	437		-1 489	-460
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)		13 075	-1 381		10 698	1 868

(1) Dont 14 859 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances.

(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 257 898 milliers d'euros au 30 juin 2014 montant identique à celui du 31 décembre 2013.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	105 761	11 649
dont comptes ordinaires débiteurs sains	1 879	6 649
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	1 165	1 173
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Valeur brute	106 926	12 822
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	106 926	12 822
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	60 436	21 862
Comptes et avances à terme	773 999	749 006
Prêts subordonnés	20 506	20 507
Titres non cotés sur un marché actif		
Valeur brute	854 941	791 375
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	854 941	791 375
Valeur au bilan	961 867	804 197

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	20 260	24 913
Autres concours à la clientèle	6 900 112	6 939 300
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		7 536
Titres non cotés sur un marché actif	1 761	1 726
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	14 856	22 437
Comptes ordinaires débiteurs	46 422	39 961
Valeur brute	6 983 411	7 035 873
Dépréciations	269 539	260 585
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	6 713 872	6 775 288
Valeur au bilan	6 713 872	6 775 288

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	30/06/2014				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations générales	29	29	-11		18
Banques centrales					
Etablissements de crédit	106 926	0	0		106 926
Institutions non établissements de crédit	859 472	2 420	-1 572		857 900
Grandes entreprises	896 914	56 165	-47 682	-37 261	811 971
Clientèle de détail	5 226 996	178 497	-141 150	-41 863	5 043 983
Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 090 337	237 111	-190 415	-79 124	6 820 798

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 7,6 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31/12/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations-générales (2)	273	39	-7		266
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	12 822				12 822
Institutions non établissements de crédit	850 548	2 227	-1 219		849 329
Grandes entreprises	914 900	52 665	-43 213	-47 307	824 380
Clientèle de détail	5 270 152	170 264	-137 231	-31 608	5 101 313
Total (1) Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	7 048 695	225 195	-181 670	-78 915	6 788 110

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 9,1 milliers d'euros

5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas transféré d'actif au cours du 1^{er} semestre 2014.

5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2013 Retraité	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2014
Créances sur les établissements de crédit							0
Créances sur la clientèle dont dépréciations collectives	-260 585 -78 915		-60 970 -17 971	52 016 17 762			-269 539 -79 124
Opérations de location financement							0
Titres détenus jusqu'à l'échéance							0
Actifs financiers disponibles à la vente	-14 857		-10	2			-14 865
Autres actifs financiers	-296		-18				-314
Total Dépréciations des actifs financiers	-275 738	0	-60 998	52 018	0	0	-284 718

5.6. Exposition au risque souverain

Expositions significatives au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Activité bancaire

(en milliers d'euros)	Expositions nettes Activité bancaire nettes de dépréciations					Total activité banque Brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente (2)	Total Activité Banque Net de couvertures			
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)						
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances (1)	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							
Autriche		4 366				4 366		4 366			
Belgique		16 328				16 328		16 328			
Espagne											
Etats Unis											
France		116 188		186 956		303 144		303 144			
Grèce											
Irlande											
Italie											
Japon											
Portugal											
Total	0	136 882	0	186 956	0	323 838	0	323 838			

(1) Hors créances d'impôts différés

(2) Pas de couverture sur les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur le trading

(en milliers d'euros)	Expositions nettes Activité bancaire nettes de dépréciations					Total activité banque Brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente (2)	Total Activité Banque Net de couvertures			
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)						
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances (1)	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							
Allemagne											
Belgique											
Espagne											
Etats Unis											
France		49 786		127 745		177 531		177 531			
Grèce											
Irlande											
Italie											
Japon											
Portugal											
Total	0	49 786	0	127 745	0	177 531	0	177 531			

(1) Hors créances d'impôts différés

(2) Pas de couverture sur les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur le trading

5.7. Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	4 983	4 530
dont comptes ordinaires créditeurs	3 775	3 357
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	4 983	4 530
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et avances à terme	4 310 035	4 192 937
Total	4 310 035	4 192 937
Valeur au bilan	4 315 018	4 197 468

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Comptes ordinaires créditeurs	1 745 700	1 850 594
Comptes d'épargne à régime spécial	34 448	29 839
Autres dettes envers la clientèle	1 383 308	1 345 063
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	3 163 456	3 225 496

5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	126 133	138 448
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	126 133	138 448
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	15 511	15 181
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	15 511	15 181

5.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs Financiers

30/06/2014	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
Nature des opérations	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont	
(en milliers	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)-(d)	
Dérivés	33 752		33 752	32 308		1 444
Prises en pension			0			0
Prêts de titres			0			0
instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis	33 752	0	33 752	32 308	0	1 444

31/12/2013	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
Nature des opérations	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont	
(en milliers)	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	40 023		40 023	34 713		5 310
Prises en pension			0			0
Prêts de titres			0			0
instruments financiers			0			0
Total des actifs financiers soumis	40 023	0	40 023	34 713	0	5 310

Compensation – Passifs Financiers

30/06/2014	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
Nature des opérations	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention	Montants des autres instruments financiers donnés en	
(en milliers d'euros)	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	172 137		172 137	32 308		139 829
Mises en pension de titres			0			0
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	172 137	0	172 137	32 308	0	139 829

31/12/2013		Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
Nature des opérations	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention	Montants des autres instruments financiers donnés en	
(en milliers d'euros)	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	138 761		138 761	34 713		104 048
Mises en pension de titres			0			0
Emprunts de titres			0			0
Autres instruments financiers			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	138 761	0	138 761	34 713	0	104 048

5.10. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2014
Valeur brute	5 175						5 175
Amortissements et dépréciations	-2 189		-56				-2 245
Valeur au bilan (1)	2 986	0	-56	0	0	0	2 930

(en milliers d'euros)	31/12/2012	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2013
Valeur brute	5 176		19	-20			5 175
Amortissements et dépréciations	-2 091		-112	14			-2 189
Valeur au bilan (1)	3 085	0	-93	-6	0	0	2 986

La valeur des immeubles de placement est estimée “à dire d’expert”.

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d’expert », s’élève à 2 930 milliers d’euros au 30 juin 2014 contre 2 986 milliers d’euros au 31 décembre 2013 et 3 085 milliers d’euros au 31 décembre 2012.

Juste valeur des immeubles de placement par modèle de valorisation

(en milliers d'euros)	Valeur de marché estimée au 30/06/2014	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan				
Immeubles de placement	5 175		5 175	
Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée	5 175	0	5 175	0

(en milliers d'euros)	Valeur de marché estimée au 31/12/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Immeubles de placement non évalués à la Juste valeur au bilan				
Immeubles de placement	5 175		5 175	
Total Immeubles de placement dont la juste valeur est indiquée	5 175	0	5 175	0

5.11. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2014
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	128 210		1 890	-171			129 929
Amortissements et dépréciations (1)	-86 306		-2 804	158			-88 952
Valeur au bilan	41 904	0	-914	-13	0	0	40 977
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	12 794		168	-47			12 915
Amortissements et dépréciations	-9 032		-35				-9 067
Valeur au bilan	3 762	0	133	-47	0	0	3 848

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

(en milliers d'euros)	01/01/2013	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2013
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	125 727		5 995	-3 512			128 210
Amortissements et dépréciations (1)	-83 984		-5 800	3 478			-86 306
Valeur au bilan	41 743	0	195	-34	0	0	41 904
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	12684		131	-21			12 794
Amortissements et dépréciations	-8777		-276	21			-9 032
Valeur au bilan	3907	0	-145	0	0	0	3 762

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

5.12. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2013	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2014
Risques sur les produits épargne logement	5 487		322		-243			5 566
Risques d'exécution des engagements par signature	10 003		1 566	-105	-1 183			10 281
Risques opérationnels	7 349							7 349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) (2)	2 752		450				346	3 548
Litiges divers	7 385		476	-93	-831			6 937
Participations								
Restructurations								
Autres risques	11 942		2 468	-2 137	-131			12 142
Total	44 918	0	5 282	-2 335	-2 388	0	346	45 823

(1) Dont 2 519 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 029 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Les autres mouvements correspondent à l'écart actuel 2014 (768K€) moins l'écart actuel de 2013 comptabilisé en charge constatée d'avance fin 2013 et compensé au 30/06/2014 avec la provision pour engagement de retraite (-422K€).

(en milliers d'euros)	01/01/2013	Variations de	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2013
Risques sur les produits épargne logement	4 191		2 558		-1 262			5 487
Risques d'exécution des engagements par signature	11 222		4 132	-56	-5 295			10 003
Risques opérationnels	7 660				-311			7 349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) (2)	2 135		2 489	-931	-1 149		208	2 752
Litiges divers	7 204		1 584	-943	-460			7 385
Participations								
Restructurations								
Autres risques	9 051		5 840	-2 365	-584			11 942
Total	41 463	0	16 603	-4 295	-9 061	0	208	44 918

(1) Dont 1 723 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 029 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Dont une variation d'un montant de 161 milliers d'euros due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

Provision épargne-logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	286 018	216 973
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	377 317	376 198
Ancienneté de plus de 10 ans	487 699	504 217
Total plans d'épargne-logement	1 151 034	1 097 388
Total comptes épargne-logement	152 321	154 801
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 303 355	1 252 189

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2014 pour les données au 30 juin 2014 et à fin novembre 2013 pour les données au 31 décembre 2013, et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Plans d'épargne-logement :	4 737	5 426
Comptes épargne-logement :	19 821	22 131
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	24 558	27 557

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	67
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	965	1 076
Ancienneté de plus de 10 ans	4 601	4 344
Total plans d'épargne-logement	5 566	5 487
Total comptes épargne-logement	0	0
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	5 566	5 487

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.13. Capitaux propres

➤Composition du capital au 30 juin 2014

Au 30 juin 2014, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	1 425 250
Dont part du Public	1 404 188
Dont part Crédit Agricole S.A.	
Dont part Auto-détenue	21 062
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 165 535
Dont part du Public	1 165 535
Dont part Crédit Agricole S.A.	
Parts sociales	1 999 601
Dont 46 Caisses Locales	1 999 510
Dont 18 administrateurs de la CR	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1
Total	4 590 386

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 73 446 milliers d'euros.

➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2014, l'Assemblée générale du 26/03/2014 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net part sociale de 2,40%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 2,15%.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2010	5 275	4 149	1 072
2011	5 554	4 429	1 103
2012	5 614	4 557	864
2013	5 757	4 674	768

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 767 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Engagements donnés	4 083 503	4 297 360
Engagements de financement	763 424	850 984
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	50 216	130 935
. Engagements en faveur de la clientèle	713 208	720 049
Ouverture de crédits confirmés	418 621	399 433
- Ouverture de crédits documentaires	5 766	4 417
- Autres ouvertures de crédits confirmés	412 855	395 016
Autres engagements en faveur de la clientèle	294 587	320 616
Engagements de garantie	603 179	495 674
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	394 295	248 005
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 176	325
Autres garanties (1)	393 119	247 680
. Engagements d'ordre de la clientèle	208 884	247 669
Cautions immobilières	76 441	109 655
Autres garanties d'ordre de la clientèle	132 443	138 014
Autres Engagements Donnés	2 716 900	2 950 702
Engagements reçus	2 626 785	2 758 216
Engagements de financement	315 000	400 000
. Engagements reçus d'établissements de crédit	315 000	400 000
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 311 785	2 358 216
. Engagements reçus d'établissements de crédit	266 103	292 943
. Engagements reçus de la clientèle	2 045 682	2 065 273
Garanties reçues des administrations publiques et	320 676	309 077
Autres garanties reçues	1 725 006	1 756 196

(1) Dont 145 474 milliers d'euros montant relatifs à la garantie globale (Switch) mise en place le 2 janvier 2014, en amendement de la garantie précédente octroyée le 23 décembre 2011 pour 232 442 milliers d'euros.

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2014, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 716 900 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 893 840 milliers d'euros en 2013. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse31 a apporté :

- 1 440 202 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 373 519 milliers d'euros en 2013 ;
- 26 068 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 76 221 milliers d'euros en 2013 ;
- 390 563 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 448 000 milliers d'euros en 2013 ;
- 858 067 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 996 100 milliers euros en 2013.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH ...)	2 716 900	2 950 702
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	2 716 900	2 950 702
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres & valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	0	0

7. Reclassements d'instruments financiers

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction ou hors de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas opéré en 2014 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. *Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût*

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Juste valeur au 30 juin 2014	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Prêts et Créances	7 875 871	15 187	7 860 684	0
Créances sur les établissements de crédit	945 642	0	945 642	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	62 108		62 108	
Comptes et prêts à terme	861 869		861 869	
Valeurs reçues en pension				
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés	21 665		21 665	
Titres non cotés sur un marché actif				
Autres prêts et créances				
Créances sur la clientèle	6 930 229	15 187	6 915 042	0
Créances commerciales	20 260		20 260	
Autres concours à la clientèle	6 847 178	407	6 846 771	
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés				
Titres non cotés sur un marché actif	1 824		1 824	
Créances nées d'opérations d'assurance directe				
Créances nées d'opérations de réassurance				
Avances en comptes courants d'associés	14 780	14 780		
Comptes ordinaires débiteurs	46 187		46 187	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	314 980	309 980	5 000	0
Effets publics et valeurs assimilées	186 198	186 198		
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 782	123 782	5 000	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 190 851	325 167	7 865 684	0

	Juste valeur au 31 décembre 2013	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Prêts et Crédances	7 789 035	0	7 774 026	15 036
Crédances sur les établissements de crédit	805 244	0	805 244	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	22 110		22 110	
Comptes et prêts à terme	761 469		761 469	
Valeurs reçues en pension				
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés	21 665		21 665	
Titres non cotés sur un marché actif				
Autres prêts et créances				
Crédances sur la clientèle	6 983 791	0	6 968 782	15 036
Crédances commerciales	24 912		24 912	
Autres concours à la clientèle	6 887 611		6 887 611	
Titres reçus en pension livrée				
Prêts subordonnés	7 536		7 563	
Titres non cotés sur un marché actif	1 714		1 714	
Crédances nées d'opérations d'assurance directe				
Crédances nées d'opérations de réassurance				
Avances en comptes courants d'associés	22 352		7 316	
Comptes ordinaires débiteurs	39 666		39 666	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	218 163	213 163	5 000	0
Effets publics et valeurs assimilées	126 638	126 638		
Obligations et autres titres à revenu fixe	91 525	86 525	5 000	
Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 007 198	213 163	7 779 026	15 036

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Juste valeur au 30 juin 2014	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Dettes envers les établissements de crédit	4 310 140	0	4 310 140	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	3 817		3 817	
Comptes et emprunts à terme	4 306 323		4 306 323	
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes envers la clientèle	3 150 313	0	3 150 313	0
Comptes ordinaires créditeurs	1 745 674		1 745 674	
Comptes d'épargne à régime spécial	34 448		34 448	
Autres dettes envers la clientèle	1 370 191		1 370 191	
Titres donnés en pension livrée				
Dettes nées d'opérations d'assurance directe				
Dettes nées d'opérations de réassurance				
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques				
Dettes représentées par un titre	125 720		125 720	
Dettes subordonnées	15 003	15 003	0	
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	7 601 176	15 003	7 586 173	0

(en milliers d'euros)	Juste valeur au 31 décembre 2013	Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan				
Dettes envers les établissements de crédit	4 192 069	0	4 192 069	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	3 359	3 359		
Comptes et emprunts à terme	4 188 710	4 188 710		
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes envers la clientèle	3 210 165	0	3 210 165	0
Comptes ordinaires créditeurs	1 850 571	1 850 571		
Comptes d'épargne à régime spécial	29 839	29 839		
Autres dettes envers la clientèle	1 329 755	1 329 755		
Titres donnés en pension livrée				
Dettes nées d'opérations d'assurance directe				
Dettes nées d'opérations de réassurance				
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques				
Dettes représentées par un titre	138 070		138 070	
Dettes subordonnées	15 003	15 003		
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	7 555 307	15 003	7 540 304	0

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- **Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2014	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 413	0	7 413	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	7 413		7 413	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	682 543	542 061	140 482	0
Effets publics et valeurs assimilées	136 882	136 882		
Obligations et autres titres à revenu fixe	187 536	147 277	40 259	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	358 125	257 902	100 223	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	32 293		32 293	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	722 249	542 061	180 188	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux			0	0

(1) Hors 257 898milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

	Total 31/12/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 511	12	8 499	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	8 511	12	8 499	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	700 330	481 338	218 992	0
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	700 330	481 338	218 992	0
Effets publics et valeurs assimilées	49 786	49 786		
Obligations et autres titres à revenu fixe	293 582	213 386	80 196	
Actions et autres titres à revenu variable	356 962	218 166	138 796	
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable (1)	0			
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	34 454		34 454	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	743 295	481 350	261 945	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux			0	0

(1) Hors 257 898 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2014	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 655	15	1 640	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	1 655	15	1 640	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	170 633		170 633	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	172 288	15	172 273	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(en milliers d'euros)	Total 31/12/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 516	12	2 504	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Instruments dérivés	2 516	12	2 504	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	136 490		136 490	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	139 006	12	138 994	0
Transfert issus du Niveau 1				
Transfert issus du Niveau 2				
Transfert issus du Niveau 3				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

- **Changements de modèles de valorisation**

Aucun transfert en dehors du ou vers le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été effectué au cours du premier semestre 2014.

- **Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a valorisé aucun instrument financier selon le modèle de niveau 3 au 30 juin 2014.

9. Impacts des évolutions comptables (nouvelles normes de consolidation) ou autres événements.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas eu d'impact au titre d'évolutions comptables au cours du premier semestre 2014.

10. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur à la clôture n'a donné lieu à un ajustement.

11. Périmètre de consolidation au 30 juin 2014

Périmètre de consolidation de la Caisse régionale de Toulouse 31	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	Méthode de consolidation au 30 juin 2014	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2014	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2013
Etablissements bancaires et financiers							
CRCA TOULOUSE MIDI TOLOUSAIN	France	Filiale	Mère	100	100	100	100
CL TOULOUSE MIDI TOLOUSAIN	France	Filiale	Mère	100	100	100	100
FORCE TOULOUSE DIVERSIFIE	France	Filiale	Globale	99,99	99,99	99,99	99,99
OZENNE INSTITUTIONNEL	France	Filiale	Globale	99,84	99,74	99,84	99,74
TOULOUSE 31 COURT TERME	France	Filiale	Globale	99,98	99,98	99,98	99,98

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au

Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2014

DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Monsieur Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport financier ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Toulouse, le 25 juillet 2014

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au

Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse

N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2014

SYGNATURES S.A.

8, chemin de la Terrasse
B.P. 45122
31512 Toulouse Cedex 5
S.A. au capital de € 324.365,57

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG Audit

1, place, Alphonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 06
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Toulouse, le 8 août 2014

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Laure Mulin

Frank Astoux